

PIERRE TARTAKOWSKY,
président de la LDH

Droites

L'influence des droites extrêmes est aujourd'hui une dimension incontournable de la réflexion politique pour toutes celles et ceux que préoccupe l'avenir de la République. Le Front national n'est que symptomatique de cette nouvelle donne, même s'il y joue un rôle central engagé avec la « dédramatisation » Marine, une pièce en trois actes sur lesquels il vaut la peine de revenir. Le premier a pris la forme d'un buzz médiatique et complaisant sur le thème « oh, ah, la fille n'est pas comme le père ! ». Le second a suivi avec le non moins complaisant certificat de républicanisme, accordé par Nicolas Sarkozy à l'icône du FN. Le troisième, enfin, s'est cristallisé autour du score de la présidentielle ; d'une part avec les probables recompositions politiques vers un « parti patriote », d'autre part avec une interrogation insistante sur sa supposée normalité. Alors, le FN a-t-il changé ? Et au prétexte qu'il l'aurait fait, faut-il changer vis-à-vis du FN ? D'évidence, « la fille n'est pas le père », au sens propre comme au sens figuré. Prétendre le contraire, c'est donc s'exposer à ne pas être crédible. Car au-delà du chef, c'est la stratégie qui a été modifiée. Le Front a lancé une OPA sur la souffrance sociale, sur la laïcité, sur la République, tous objets qui n'ont jamais mobilisé son leader historique. Ce « virage » à 180°, analysé en détail dans la récente

lettre électronique « Droits de l'Homme » éditée par la LDH⁽¹⁾, lui permet de se revendiquer comme un « parti comme les autres », de s'alléger du poids de l'Histoire et de ses hontes, de se présenter, enfin, comme le bouclier des petits, des obscurs, des sans-grades... Ce qui n'a pas changé, sous ces vêtements d'emprunt, c'est le logiciel de base, plus que jamais semblable à lui-même : la xénophobie. La crainte du chômage, du déclassement social, des changements induits ou supposés induits par la globalisation, les flux migratoires sont décriés par le FN, mais en étant présentés comme autant d'agressions « étrangères » contre la nation, une nation réifiée, racialisée et éternelle. Les « solutions » proposées sont donc à l'avenant : supprimons les causes supposées de nos maux, et ils s'apaiseront. D'où la préférence nationale, exaltée, hélas, par d'autres que le FN. Il ne s'agit donc pas de faire progresser la justice, l'égalité ou la laïcité, mais de chasser des corps impurs au bénéfice de solutions nationales et supposées positives de ce seul fait. Dans cette optique, la « question sociale » se dilue dans la « question ethnique » ; le chômage se règle par la disparition fantasmée des « immigrés », fussent-ils par ailleurs français ; la sécurité progresse avec la mise au pas des « Français musulmans », dont l'appellation seule fait programme, les « quartiers » ne sont plus chauds

que de leur jeunesse délinquante, sans considération pour les discriminations sociales, territoriales et économiques qu'ils subissent.

Compatible, Marine Le Pen ?

Ce « changement » supposé donne la mesure de la compatibilité du programme de Marine Le Pen avec les valeurs de la République. Compatible, Marine Le Pen ? Y croire une seule seconde, ce serait s'accommoder d'une République xénophobe, déclarer semblable la haine et la fraternité, encourager un racisme d'Etat aux sombres perspectives. La xénophobie, n'en déplaise à la droite, n'est pas compatible avec les idéaux républicains. Comme le racisme, elle relève du délit lorsqu'elle débouche sur la haine. Et c'est précisément ce que, toujours, elle fait. Elle porte en elle – comme l'Histoire a eu l'occasion de le démontrer – la trahison de la République et sa déchéance. Marine Le Pen « compatible » avec la République ? Il y a erreur ! Les élections législatives ont hélas démontré – des appels pressants de Nadine Morano aux appels du pied insistants de Nathalie Kosciusko-Morizet – que les principes républicains ne pèsent pas lourd face au risque de perte de son siège. On ne peut que le déplorer, mais la droite qui fut républicaine n'oppose plus que les apparences du combat à ses démons extrémistes. Elle est

« La xénophobie, n'en déplaise à la droite, n'est pas compatible avec les idéaux républicains. Comme le racisme, elle relève du délit lorsqu'elle débouche sur la haine. Elle porte en elle – comme l'Histoire a eu l'occasion de le démontrer – la trahison de la République et sa déchéance. »

extrêmes, question ethnique, question sociale

en fait prête à devenir autre chose. Cette dynamique de renoncement n'était pas écrite à l'avance. Mais elle a été portée sur les fonts baptismaux par une série de choix idéologiques du sarkozysme. Le ventre fécond des alliances à venir aura été le schéma récurrent du « eux » et « nous » porté par l'ex-Président, ses prises de position clivantes et exclusives, son débat nauséeux sur l'identité nationale. Affolé à la perspective de sa défaite, le candidat de l'UMP a délibérément choisi de doubler le FN sur sa droite en multipliant des agressions sans précédent contre les corps intermédiaires, les organisations syndicales, allant jusqu'à exalter le « *vrai travail* », pour finir par un « *vous êtes la vraie France* », maurassien et glacial, lancé à ses supporters rassemblés à la Mutualité. Ces relents vichystes ne s'évanouissent pas au lendemain d'une défaite électorale. Ils sont actifs, toxiques et activent des relations déjà fusionnelles, en confiant leur avenir aux mécaniques électorales. Les Ponce Pilate argumentent déjà de leur innocence en renvoyant sur l'électeur, seul responsable de cette transformation du FN en parti « comme les autres ».

C'est un peu facile. Il revient aux partis, aux responsables politiques de ne pas faire bon marché – valeurs contre siège – de ce qui fonde la République libre, égale et fraternelle. Et cette responsabilité

ne se divise pas au gré des pourcentages électoraux. Il faut le dire nettement : les quinze à vingt pour cent d'assentiment – avec des degrés et contenus divers – que recueillent les idées de Marine Le Pen ne les rendent ni meilleures ni plus respectables. Juste plus dangereuses. Le score électoral, s'il ne peut être ignoré pour des raisons de lucidité politique, ne crée aucune légitimité ni obligation. Sauf celle du combat.

Réhabiliter la notion d'intérêt général

Comment combattre cette montée inquiétante de la xénophobie et de la démagogie réunies ? Il serait présomptueux de prétendre disposer d'une quelconque panacée. Le mal a de multiples racines, qui plongent profond et dont certaines, comme le racisme assumé, ne relèvent pas à proprement parler de la « raison raisonnable ». Mais, sauf à considérer que les votes de nos concitoyens relèvent de la folie et de la déraison, il est possible d'affronter les mécaniques de l'extrémisme droitier. Face au processus de morcellement de notre société, aux craintes induites de déclassement, aux sentiments d'abandon qui saisit certains territoires de fait sous-équipés, désaffiliés dans l'espace et la considération, il convient de réaffirmer un principe : l'égalité des droits, et de prendre à bras-le-corps

son effectivité. Cela implique d'affronter sans concession les oppositions entre nationaux et immigrés, ou supposés tels. Tout simplement parce qu'accepter que certains soient hors droits, c'est accepter que ces droits deviennent caduques pour tous. Cela suppose également de réhabiliter la notion d'intérêt général. Car hors d'elle, il est impossible de penser un progrès social qui fasse échec aux peurs : peur du déclassement, du sentiment d'exclusion, d'un avenir refusé. Ces frustrations, dont se gorgent les entrepreneurs en haines identitaires, ne tombent pas du ciel. Elles résultent de choix politiques, de la mise en pratique d'une loi de la jungle sociale aussi sauvage qu'imbécile, du mépris du travail et de l'humanité au bénéfice d'une méritocratie boursière et prédatrice. Pour affronter la montée et la violence des droites extrêmes, il va falloir du courage, de la conviction et des décisions politiques redonnant espoir et confiance. Ce nouveau vivre ensemble – qu'il s'agisse de droits économiques, sociaux, de la démocratie – ne peut se concevoir en dehors de l'égalité des droits, en dehors de l'intérêt général. ●

(1) « Le Front national, l'obsession xénophobe », lettre n° 82, mai 2012.